



PROCHE ET MOYEN-ORIENT PARTI PRIS

Arrêter Benyamin Nétanyahou

Le premier ministre israélien, responsable du pire massacre de Palestiniens de l'histoire, s'est pavané aux États-Unis après avoir nargué la justice internationale en se déplaçant en Hongrie et en survolant le territoire français. Peut-il encore être stoppé ?

Joseph Confavreux - 8 avril 2025 à 20h22

La guerre de représailles menée par Israël à Gaza est devenue, depuis longtemps, un carnage sans fin effaçant des familles entières, où l'inhumanité et la cruauté mises en œuvre par l'armée israélienne n'ont rien à envier à celles déployées par le Hamas en octobre 2023.

Ainsi, depuis la rupture unilatérale de la trêve par Benyamin Nétanyahou le 18 mars, en sus de bombardements ayant tué plus de 1 200 personnes, dont 320 enfants, en moins de trois semaines, les militaires israéliens ont mitraillé des ambulances et enfoui les corps de sauveteurs et de médecins aux côtés des carcasses des véhicules d'urgence, à coups de bulldozer.

Ils ont perdu, tout « *jugement moral* », en faisant un usage continu de « *boucliers humains* » à Gaza non pour « *plus de sécurité mais pour plus de rapidité* », selon les termes d'un officier supérieur tout juste révélés par le quotidien Haaretz.

Les militaires israéliens ont abattu quelques-un·es des journalistes gazaoui·es tentant encore d'informer sur le martyr de l'enclave palestinienne, parmi lesquels Ahmed Mansour, journaliste à *Palestine Today*, brûlé vif après le bombardement d'une tente à Khan Younès, portant à plus de 200 les reporters palestinien·nes tué·es depuis le début de l'offensive israélienne.

Ils ont bombardé plus d'une vingtaine de « cuisines communautaires » qui assurent un peu d'alimentation à

celles et ceux qui en sont dépourvu·es, faisant par exemple sept victimes, dont plusieurs enfants, lundi 7 avril dans l'ouest de Khan Younès.

Ils ont bloqué toute entrée d'aide humanitaire depuis plus d'un mois, faisant de nouveau rôder le spectre de la famine, alors que plusieurs bébés sont déjà morts de malnutrition dans la bande de Gaza.

Ils ont rasé de vastes étendues de terre en ordonnant d'en faire des « *zones de mort* » où quiconque entrerait deviendrait une cible, selon les témoignages de soldats ayant appliqué ce plan récemment recueillis par le Guardian.

Ils ont encore annoncé que Walid Ahmed, un adolescent palestino-brésilien de 17 ans, détenu sans charge depuis septembre 2024, était mort dans la prison de Megiddo en présentant des formes graves de malnutrition et après s'être plaint depuis des mois de manque de nourriture, selon des rapports de la clinique médicale de la prison.

Le survol de l'espace aérien français

Imagine-t-on que le responsable *in fine* de telles abominations, sous le coup d'un mandat d'arrêt de la Cour pénale internationale (CPI) pour crimes contre l'humanité, puisse atterrir dans un pays membre de l'Union européenne qui, au lieu de l'arrêter, choisisse d'annoncer son retrait du Statut de Rome ? Avant de se rendre en grande pompe dans la capitale de la plus grande puissance mondiale pour y être reçu en allié, ami et destinataire de millions de dollars d'équipements militaires qui permettront une saignée encore plus grande du peuple palestinien, tout en rendant la bande de Gaza toujours plus inhabitable et « réoccupable » ?

« La France aurait violé gravement ses obligations juridiques internationales en sa qualité d'État partie au Statut de Rome et lié par les décisions de la CPI. »

Patrick Zahnd, président de Jurdi, dans une lettre à Emmanuel Macron

Non seulement le premier ministre israélien a pu être invité en Hongrie et se rendre ensuite à Washington,

mais il aurait pour cela, selon le réseau de juristes Jurdi (Juristes pour le respect du droit international) citant « *des sources journalistiques concordantes* », survolé l'espace aérien français, ainsi que celui de l'Italie.

Dans une lettre adressée le 7 avril au président de la République française, le président de Jurdi, Patrick Zahnd, écrit qu'en ne l'arrêtant pas, la France aurait « *violé gravement ses obligations juridiques internationales en sa qualité d'État partie au Statut de Rome* », car elle est censée interpellier toute personne recherchée par la CPI si elle passe sur son territoire, y compris aérien.

Une information corroborée par le relevé du site Flightaware indiquant que l'avion immatriculé 4X ISR, correspondant à l'aéronef présidentiel israélien *Wing of Zion*, a survolé l'Italie et la France le 6 avril, pour faire la jonction entre Budapest et l'aéroport de Camp Springs, aux États-Unis.

Une « immunité » contestée

Un trajet plus long qu'un survol des Pays-Bas, de l'Irlande et de l'Islande, pays dans lesquels Nétanyahou aurait risqué d'être arrêté en cas d'atterrissage d'urgence, alors que la France a, peu après le mandat d'arrêt délivré par la CPI contre Nétanyahou, le 21 novembre 2024, déclaré que le premier ministre israélien bénéficiait d'une « *immunité* » en tant que chef d'un gouvernement d'un pays non signataire du Statut de Rome.

Une interprétation pourtant contestée, ainsi que le rappelle à Mediapart Benjamin Fiorini, secrétaire général de Jurdi, en évoquant le précédent qu'a été le déplacement de Vladimir Poutine en Mongolie, en octobre 2024.

À cette occasion, la CPI avait conclu au « *manquement de la Mongolie* » et réaffirmé que « *l'immunité personnelle, y compris celle des chefs d'État, n'est pas opposable devant la CPI* » et que « *les États parties et ceux qui acceptent la compétence de la Cour ont le devoir d'arrêter et de remettre les personnes faisant l'objet d'un mandat d'arrêt de la CPI, quelle que soit leur position officielle* ».

Ce dernier épisode en date valide une nouvelle fois l'idée que la diplomatie actuelle de la France, comme celle de tous les pays qui se contentent de critiquer

superficiellement la politique israélienne, est aussi hypocrite qu'inepte. Même lorsqu'elle défend, comme en ce moment depuis le Sinaï, le « plan » égyptien et saoudien pour Gaza plutôt que le fantasme immobilier de Trump et Nétanyahou.

Pour reprendre les mots de Francesca Albanese, rapporteuse spéciale des Nations unies pour les territoires palestiniens, dans un entretien tout récent à Mediapart, à propos des secouristes assassiné·es par Tsahal : « *Que fait la diplomatie française ? Elle exprime son "émotion", comme si ces personnes, ces secouristes étaient morts d'une crise cardiaque au cours d'une intervention israélienne ! [...] L'hypocrisie atteint des sommets.* »

Le droit de la force contre la force du droit

Entre le soutien sans faille des États-Unis, qui peut s'apparenter à une complicité dans la destruction et la déshumanisation du peuple palestinien, et l'indifférence ou la lâcheté des autres chancelleries, on voit malheureusement mal comment la « communauté internationale » pourrait stopper Nétanyahou dans un contexte géopolitique où le droit de la force prime de plus en plus sur la force du droit.

Dans une tribune récente, qui est aussi un rappel de la manière dont Israël dévore désormais jusqu'à ses propres soutiens, la sociologue franco-israélienne Eva Illouz revient sur la façon dont le ministre de l'éducation de Nétanyahou lui a interdit de recevoir le prestigieux prix Israël si elle ne revenait pas sur sa signature d'une pétition adressée à la Cour pénale internationale en 2021, demandant qu'elle examine les possibles crimes de guerre commis par les soldats israéliens en Cisjordanie.

Il est à l'honneur de la chercheuse d'avoir refusé de retirer sa signature. Et intéressant de constater que même Eva Illouz, qui a, depuis le 7-October et à plusieurs reprises, affiché son soutien à la politique israélienne sans guère d'empathie pour l'anéantissement de Gaza, compare désormais Israël à un « *régime autoritaire* » traitant « *les citoyens qui défendent la démocratie comme des agents pathogènes étrangers, c'est-à-dire comme un danger public* ».

« *La vérité est qu'après le 7-October, je suis désillusionnée par les tribunaux internationaux ; je ne crois plus en leur*

intégrité, ajoute-t-elle néanmoins. Tant de pays commettent des crimes terribles à grande échelle, pourquoi sont-ils dispensés de ces tribunaux, alors qu'Israël, un petit pays menacé sur tant de frontières, est pratiquement le seul à être mis en examen ? »

La comparaison entre Poutine et Nétanyahou, tous deux en état de guerre contre un peuple anciennement colonisé, est de plus en plus justifiée.

Il faut certes constater que les chefs d'État criminels sont inégalement lotis face à la justice internationale, et que leur impunité est le plus souvent proportionnelle à la puissance de leurs pays respectifs.

La justice internationale a, depuis sa création en 2002, essentiellement jugé des chefs d'État ou anciens chefs d'État en provenance du continent africain, si l'on met à part le tribunal pénal international *ad hoc* mis en place pour juger les crimes commis pendant les guerres d'ex-Yougoslavie.

Et il a fallu un alignement rare des planètes politiques et géopolitiques pour que l'ancien président des Philippines, Rodrigo Duterte, soit remis en mars à La Haye pour crimes contre l'humanité.

Toutefois, outre qu'en présentant Israël, doté d'une force militaire capable d'infliger des dégâts considérables à ses adversaires où qu'ils se trouvent, et bénéficiant de l'armement et du parapluie américain, comme « *un petit pays menacé* », Eva Illouz épouse le narratif obsidional de l'État hébreu, elle néglige le fait que la CPI a récemment pu inculper un homme aussi puissant que Vladimir Poutine.

La comparaison entre les deux chefs d'État, tous deux en état de guerre contre un peuple anciennement colonisé, est de plus en plus justifiée. Dans un texte récent du journal *Haaretz*, l'historien israélien Ofri Ilani écrit : « *Pendant de nombreux mois de guerre, je n'ai pas eu l'impression que les réactions des Israéliens dépassaient l'entendement [...] Mais avec la violation flagrante du cessez-le-feu et de l'accord sur les otages, nous nous trouvons dans une nouvelle situation. Les actions d'Israël le placent dans un statut similaire à celui de la Russie*

après l'invasion de l'Ukraine : un régime criminel et belliqueux, assoiffé de détruire et de tuer. »

« Des millions de personnes » derrière Nétanyahou

Une telle prise de position d'une personne ayant, comme l'immense majorité des Israélien·nes après le 7-October, soutenu la guerre à Gaza, interroge sur la possibilité – alors que la diplomatie internationale est complice ou indifférente au carnage de la bande palestinienne – de s'appuyer sur la société israélienne pour mettre fin aux basses œuvres de Nétanyahou.

Comme le signale encore Ofri Ilani : « *Nétanyahou ne se bat pas seul, et il ne s'embarque pas dans une guerre avec seulement Ben Gvir et Bezalel Smotrich pour l'encourager. Il n'aurait pas agi sans une certaine légitimation de son action. Des millions de personnes sont prêtes à s'engager dans cette guerre ou à la soutenir à un degré ou à un autre. »*

Mais le constat que Nétanyahou et son gouvernement ont définitivement brisé un contrat social et moral sur lequel était fondé Israël, à savoir l'engagement de tous ses citoyens et citoyennes pour défendre militairement le pays en échange de la promesse tacite que tout serait fait pour les libérer s'ils étaient capturés, peut-il faire évoluer la situation ?

Peut-on imaginer qu'à défaut d'une prise en considération des souffrances palestiniennes limitée à des franges très ténues de la société israélienne, le sentiment croissant des effets retour sur Israël de la violence déployée à Gaza agisse ? En effet, si l'on écoute ce que dit sous couvert d'anonymat un officier supérieur combattant à Gaza : « *Non seulement nous n'avons pas protégé nos troupes, mais nous avons corrompu leur âme, et il n'y a aucun moyen de savoir ce que cela nous fera, en tant que société, lorsqu'ils reviendront de la guerre...* »

Les manifestantes et manifestants qui demandent le départ de Nétanyahou, certes nombreux mais plus nombreux encore à s'intéresser seulement au sort des otages et à refuser de lier la corruption de la démocratie israélienne à l'occupation des territoires palestiniens, sont-ils en mesure de mettre fin au règne du premier ministre israélien ?

« Plus un événement est lourd de conséquences et moins il est possible de le penser à partir de ses causes. »

François Furet, historien

Peut-on espérer qu'une ancienne députée du Likoud et ancienne ministre de la justice de Nétanyahou, Tzipi Livni, qui a rompu avec lui et failli remporter à sa place le poste de premier ministre en 2009, soit mieux entendue quand elle s'oppose à la poursuite de la guerre à Gaza et s'insurge contre « *la violente campagne de destructions et de meurtres commis par des juifs contre des Arabes* » en Cisjordanie ?

Quand on sait que celle qui est pourtant la bête noire actuelle de Nétanyahou, Gali Baharav-Miara, procureure générale d'Israël ayant ordonné une enquête sur les liens du premier ministre et de ses proches avec le Qatar, principal financeur du Hamas, a tenté de se défendre contre son possible limogeage en invoquant le fait qu'elle soutenait « *la doctrine d'action contre la bande de Gaza* », « *l'expansion et le soutien des colonies* » ou « *la politique du gouvernement en matière d'aide humanitaire à Gaza* », on peut douter de la capacité des institutions et de la société d'Israël à mettre fin au pouvoir mortifère de Nétanyahou.

Même si elles sont rares, il demeure toutefois essentiel de fonder les espoirs que l'on peut encore se permettre

sur les quelques voix qui, à l'instar de cette vidéo virale sur les réseaux sociaux, dénoncent l'abomination commise en leur nom à Gaza et redoutent les conséquences qu'elles peuvent avoir au-delà du peuple palestinien.

Ce dernier a droit à un État-nation qui ne soit gouverné ni par une autorité grabataire et corrompue, ni par des forces fondamentalistes et obscurantistes dont la mainmise sur la bande de Gaza est contestée par de nombreux Gazaoui-es, comme des manifestations récentes l'ont montré et comme elles l'avaient déjà exprimé en 2018.

De même que le peuple israélien a droit à un État-nation qui ne soit pas dirigé par un agent corrompu et corrupteur appuyé sur les forces fondamentalistes et obscurantistes des sionistes religieux d'extrême droite.

La reconnaissance d'une telle symétrie suppose que la société israélienne sorte d'urgence, un an et demi plus tard, de l'état de sidération et de blocage dans lequel la violence du 7-October l'a projetée. Ne serait-ce qu'en raison du fait que, pour reprendre les termes de l'historien François Furet, « *plus un événement est lourd de conséquences et moins il est possible de le penser à partir de ses causes* ».

Joseph Confavreux